#CanadaStopArmingSaudi

Journées d'action contre la guerre au Yémen

25-27 Mars 2023

Marquant 8 ans de la guerre au Yémen

Passer à l'action:
www.tinyurl.com/NoWarYemen

Alors que la guerre au Yémen entre dans sa huitième année, le Réseau pan-canadien pour la paix et la justice demande au gouvernement libéral de Trudeau de mettre fin à sa complicité avec les agresseurs – la coalition dirigée par l'Arabie saoudite – et d'aider les victimes, le peuple du Yémen.

Qui sont les parties à cette guerre ?

En 2015, une coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis a lancé une campagne de bombardements brutale et une intervention militaire au Yémen contre le mouvement Ansar Allah (également connu sous le nom de Houthis). L'objectif déclaré de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite était de rétablir l'ancien président Abdu Rabu Mansour Hadi dans ses fonctions. Ainsi, un conflit interne au Yémen s'est transformé en une intervention militaire internationale menée par l'Arabie saoudite et soutenue par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, l'Allemagne et l'Italie.

Le Yémen est un pays à l'histoire riche et à la civilisation ancienne, à la culture belle et complexe, et au peuple résistant. Le peuple yéménite mérite de décider librement de l'avenir de son pays, sans intervention militaire étrangère ni coercition. La guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen est une attaque contre la souveraineté et l'autodétermination du pays.

La situation humanitaire

La guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen a tué des centaines de milliers de personnes et ravagé le pays. Les Nations unies ont déclaré que la guerre au Yémen était "la pire crise humanitaire au monde". Cette guerre viole les conditions de la Convention de Genève en prenant délibérément pour cible des civils et des structures civiles, des écoles, des marchés, des hôpitaux, des routes, des réservoirs d'eau, des installations sanitaires et des lieux de culte au Yémen, comme l'ont démontré Amnesty International, Human Rights Watch, Médecins Sans Frontières et les Nations Unies.

En 2023, 21,6 millions de personnes au Yémen auront besoin d'une forme ou d'une autre d'aide humanitaire, car 80 % de la population du pays a du mal à accéder à la nourriture, à l'eau potable et à des services de santé adéquats. De multiples situations d'urgence ont frappé le pays : conflit violent, blocus économique imposé par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite,

effondrement de la monnaie, catastrophes naturelles et pandémie de COVID-19.

Le rôle du Canada

Le Canada a joué un rôle considérable dans la perpétuation de cette guerre désastreuse. L'une des premières actions du gouvernement Trudeau nouvellement élu en 2015 a été de réaffirmer la signature d'un accord de 15 milliards de dollars pour la vente de véhicules blindés légers (VBL) à l'Arabie saoudite. Il s'agissait du plus gros contrat d'exportation d'armes de l'histoire du Canada, qui incluait la formation à l'utilisation des véhicules. Le Canada a également formé des pilotes saoudiens en Alberta et en Saskatchewan.

Le Canada continue de vendre des armes et des équipements militaires à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Le groupe d'experts des Nations unies sur le Yémen a désigné à deux reprises le Canada, en 2020 et 2021, comme l'un des États qui alimentent la guerre en cours au Yémen. Le Canada fournit chaque année pour plus d'un milliard de dollars d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

Le soutien militaire des États-Unis à l'Arabie saoudite est constant depuis le début de la guerre, même face à un rapport de l'ONU de 2019 révélant que l'Arabie saoudite commettait des crimes de guerre et que ses soutiens occidentaux étaient complices. Au Canada, de nombreux politiciens souhaitent que les profits de guerre provenant des ventes d'armes continuent d'affluer. Ces profiteurs de guerre et nos médias complaisants encouragent la guerre par procuration en Ukraine et restent muets face à la guerre au Yémen qui s'éternise.

Fait alarmant, une enquête de The Breach montre que cette complicité s'étend jusqu'au Premier ministre Justin Trudeau. Le gouvernement canadien est en train d'acheter deux avions, pour un montant de 133 millions de dollars, afin de constituer une flotte utilisée par le Premier ministre. Le vendeur est une société contrôlée par le célèbre prince héritier saoudien et Premier ministre Mohammed bin Salman.

Il est ignoble que le Canada profite de la vente de milliards d'euros d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Owen Schalk, qui écrit dans Canadian Dimension, résume la situation : *L'implication du Canada dans la guerre au Yémen peut s'expliquer en deux mots : l'argent du sang. C'est aussi simple que cela, et il n'y a aucune excuse à la facilitation constante de ces transactions d'armes par le gouvernement fédéral, quelles que soient les justifications pathétiques qu'il invente. Ce n'est pas en insistant sur l'importance des emplois manufacturiers canadiens que l'on fera disparaître la famine qui sévit dans tout le pays. On n'éliminera pas la popularité nationale des Houthis en appliquant aveuglément le qualificatif "soutenu par l'Iran" à toute discussion sur leur résistance. Et le Yémen ne peut pas attendre que le Parti libéral acquière une conscience.*

Nos revendications

Nous enjoignons le gouvernement libéral de Trudeau à prendre les mesures suivantes pour mettre un terme définitif à la complicité du Canada dans cette guerre :

• Annuler les ventes d'armes canadiennes (véhicules blindés légers et autres armes) à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

• Demander à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite de mettre fin à son offensive militaire illégale.

• Demander à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite de lever complètement le blocus terrestre, maritime et aérien du Yémen.

• Ouvrir inconditionnellement la porte à tous les réfugiés yéménites dans les mêmes conditions que pour les réfugiés ukrainiens.

• Augmenter l'aide humanitaire au Yémen pour atteindre un montant significatif compte tenu de l'ampleur de la misère et de la destruction subies par les Yéménites au cours de cette guerre qui dure depuis huit ans. Lorsque le gouvernement canadien aura annulé la vente des VBL pour un montant de 15 milliards de dollars, il devra faire don du montant remboursé (après pénalités) pour l'aide humanitaire au Yémen.

FOR MORE INFORMATION VISIT:
WWW.TINYURL.COM/NOWARYEMEN